

Des parlementaires africains situent leur propre responsabilité

Le séminaire régional de l'Action mondiale des parlementaires (Pga) a ouvert ses travaux hier dans la matinée au Méridien président. Durant deux jours, il va permettre aux élus, aux Ong et autres sociétés civiles de se pencher sur le rôle du Parlement et des parlementaires dans la prévention des conflits, l'alternance démocratique et la justice. La question de la circulation des armes légères va aussi occuper une bonne place dans cet agenda.

C'est sous la présidence de Pape Diop le président de l'Assemblée nationale du Sénégal que les travaux de l'Action mondiale des parlementaires (Pga), ont été ouverts. C'était hier dans la matinée, au Méridien président. La rencontre qui va se poursuivre dans les deux jours devrait permettre aux élus, Ong et sociétés civiles de se pencher sur le rôle du Parlement et des parlementaires dans la prévention des conflits, l'alternance démocratique et la justice. Mais aussi, il fait la place à la question de la circulation des armes légères.

C'est ainsi que dès l'ouverture des débats, le sénateur Alain Destexhe de la Belgique par ailleurs, président du (Pga) s'est réjoui du fait que, "l'on venait afin d'associer à la recherche de la paix et la stabilité des Nations, la composante qui a longtemps manqué à ces rendez-vous à savoir les parlementaires". A la suite du Belge, Ahmedou Ould Abdallah en sa qualité de représentant du secrétaire général de l'Onu a d'abord procédé à un triste décompte : "l'histoire des conflits et des alternances au pouvoir retiendra pour la seule sous région ouest africaine plus d'une quarantaine de coups d'Etat réussis et une centaine de complots avérés ou pas". A partir de ce constat poignant, le représentant de Kofi Annan a rappelé aux parlementaires que le destin des peuples, quelque part repose entre leurs mains. "De vos

votes et prises de décisions, dépendent la paix et la stabilité des pays. Après tout, vous êtes les garants de la légitimité populaire", a-t-il ajouté.

Pourquoi les conflits en Afrique

Le ministre des Affaires étrangères du Sénégal, a été d'avis qu'il n'y a même pas à se faire des illusions : "Le développement et la sécurité vont de pair. L'on ne verra pas un pays se développer dans le conflit. Aussi, il est impossible de noter l'absence de conflits, sans le développement". C'est dans cette brèche ouverte par Cheikh Tidiane Gadio que le président de l'Assemblée nationale de Gambie s'est engagée. Pour Seriffe Dibba, "plus de 90% des conflits en Afrique sont liés à l'absence de règles qui définissent clairement les questions de succession à la tête de l'Exécutif". C'est pourquoi, dans sa conclusion, le parlementaire gambien a appelé ses pairs pour que les résolutions qu'ils vont être amené à prendre ne soient pas que des paroles en l'air. Et pour son homologue du Mali, tout doit être parti du climat démocratique qui doit prévaloir dans les pays. Ainsi dira Ibrahim Boubacar Keita, "la compétition démocratique, doit être conviviale". Le président l'Assemblée du Mali n'a pas pu admettre que dans les pays, la tension soit souvent nourrie au nom de la démocratie par des invectives et des confrontations. Mahamane Ousmane du Niger a

plutôt axé son discours sur la question des armes légères, qu'il dit avoir vécu dans son pays, du fait de la crise touareg. Ainsi, dira le parlementaire, "les armes dites légères, pour nos Etats encore jeunes et fragiles, sont à considérer comme des armes de destruction massive". Francesco Bénante de G. Bissau s'est inscrit parfaitement sur la même longueur d'onde que l'ancien président du Niger. Seulement, il a tenu à relever le caractère débordant de la circulation de ces armes : "Aucun des conflits engendrés dans des frontières, n'est essentiellement national. Car les peuples sont liés au delà des limites géographiques d'un pays".

Les conflits s'éloignent de l'Afrique

Tout compte fait, les parlementaires ont eu des motifs certains de penser que de plus en plus les conflits s'éloignent du continent. Déjà au Libéria, la pacification de la crise est effective. En Sierra Leone, les cœurs meurtris se sont raffermis. En Côte d'Ivoire, au même moment que les parlementaires conjurent le mal de la guerre à Dakar, le Premier ministre du pays a réussi à rassembler tous les protagonistes du conflit à Yamoussoukro. La Démocratie s'est emparée du Burundi, elle s'étend au Congo... Même si de vieux conflits comme celui du Darfour sont encore têtus.

ABDOU GILBERT NIASSY

'Matin' 28 février, 2006

Les parlementaires du monde s'engagent

"La problématique de la paix et de l'alternance démocratique constituent les socles sur lesquels doivent se fonder la Bonne Gouvernance et l'Etat de droit." Ces mots sont du président de l'Assemblée nationale, Pape Diop, qui présidait, hier, l'ouverture du séminaire régional de l'action mondiale des parlementaires sur le thème : "Le rôle du Parlement et des parlementaires sur la circulation des armes légères, la prévention des conflits, l'alternance démocratique et la justice en Afrique".



La mobilisation des parlementaires est importante dans le cadre de la lutte contre la circulation des armes légères. (PHOTO KING ABRON)

Prennent part à cet atelier, les présidents des Assemblées nationales du Mali, Ibrahima Boubacar Keita, de Gambie, Sheriff Diba, de Guinée-Bissau, Fracesco Benante, de l'Uemba, le Nigérien Mahamane Ousmane, des représentants de l'Onu, de la Banque mondiale, du Pnud, des officiers supérieurs de l'armée et plusieurs parlementaires venus du monde.

Le président de l'Assemblée nationale du Sénégal, M. Pape Diop a d'entrée dit que "le constat est amer, puisque les aspirations profondes de nos peuples à accéder à la paix et à la démocratie, qui ont largement marqué notre continent, il y a une quinzaine d'années, commencent à s'estomper, face à la persistance du premier ennemi de la paix : la pauvreté." Pape Diop a ajouté qu'il ne saurait y avoir de paix et de démocratie durables, dans un environnement qui reste marqué par la recrudescence des guerres et autres conflits intra et inter-Etatiques.

Selon lui, il faut cependant relever que la réflexion d'ensemble, privilégiant la

pluridisciplinarité sur les causes et les solutions durables à apporter à la résolution des conflits en Afrique, a fait l'objet d'une riche littérature scientifique. Aussi, souligne le président de l'Assemblée, le bilan quel'on peut tirer des mécanismes et des procédures démocratiques jusqu'ici mis en œuvre montre qu'ils ne constituent pas une panacée, quant à l'établissement de la paix et de la démocratie. À ses yeux, la rencontre de Dakar revêt toute son importance, au regard du profil des participants à ce séminaire régional. Il a poursuivi en estimant que l'implication des parlementaires africains - proches des populations, premières victimes de ces conflits - reste incontournable dans la résolution de ces fléaux et dans l'avènement de sociétés démocratiques.

"Au-delà de leur rôle primordial pour l'adoption d'une législation appropriée contre la circulation des armes légères, de leur participation pour l'instauration d'une culture de paix, les parlementaires restent, dans le cadre de la sensibilisation

et de l'intermédiation sociale, des leaders de groupe de premier plan, pour l'avènement d'une paix et d'une solidarité agissante, au niveau sous-régional, régional, voire continental", fait remarquer Pape Diop. Il s'est félicité des efforts faits par la diplomatie parlementaire au sein des instances de l'Uemoa et la Cedeao représentées par l'ambassadeur Amadou Diop et le président de son Assemblée.

Valeurs positives

Pour lui, certaines actions parlementaires entreprises en Afrique de l'Ouest cherchent à dépasser les fonctions classiques de légiférer et de contrôler l'Exécutif, pour innover, de plus en plus, dans le sens du rapprochement des populations africaines, par le recours aux valeurs positives de nos cultures et traditions.

En direction des Parlements occidentaux et des organisations internationales, il a demandé que leur voix se fasse entendre afin que le travail d'intégration et de construction de la paix trouve des échos dans le monde entier.

Auparavant, les participants ont reçu divers messages des invités, notamment les représentants d'institutions internationales. Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio, a transmis le message du président Abdoulaye Wade et du Premier ministre Macky Sall. Le thème, a-t-il dit, est pertinent et se tient dans un contexte marqué par un double défi. "L'Afrique veut se prendre en charge en réduisant les disparités, en luttant contre les pandémies", a expliqué le ministre d'Etat.

Selon le chef de la diplomatie sénégalaise, "il ne peut y avoir de développement sans sécurité", paraphrasant le Secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan. Il faut créer de meilleures conditions pour une libre administration de la Justice, a encore dit le ministre d'Etat qui s'est félicité de la tenue de la rencontre de la paix, hier en Côte d'Ivoire, pour la réconciliation.

Quant à Khalifa Ababacar Sall, il a souhaité la bienvenue aux participants avant de remercier les hautes autorités sénégalaises et organismes qui ont permis la tenue de cet atelier de Dakar.

ABDOULAYE THIAM

Djibo Kâ
à s'inscr

(APS) Le secrétaire pour le renouvellement de la présidence a exhorté ses militants à Tambacounda à voter les listes électorales. Il demeure une forte possibilité que le cap est atteint parmi les plus grandes communes et dans Tambacounda, à l'issue d'un meeting tenu dans la localité.

inscriptions, n'ont pas encore des communautés rurales, techniques, beaucoup de gens de se déplacer à Tambacounda pour voter.

Cette situation constatée au niveau des communes dans la communauté des missions fonctionnelles.

Djibo Kâ, qui a constaté cette situation à l'Intérieur, s'est félicité des audiences faites avec l'établissement de brigades de certificats administratifs qui permettent

Les av

Un arrêt de la construction des avocats de Sall se fonde sur le fait qu'il n'y a aucune armée décelée sur les quatre Cote d'Ivoire. 22 milliards de francs CFA ont été évacués du ministère de Thiès, à partir de certains S'agissant de ce qui est sur terre. Ainsi, il suppose de public, précipité incrim